

DE LA STRATEGIE D'IMPLEMENTATION DE BALE II EN TUNISIE

Badreddine BARKIA

*Directeur Général de la Supervision Bancaire
Banque Centrale de Tunisie*

*Conférence organisée par UMB
Hammamet le 16 mars 2007*

Introduction

- Depuis son dernier amendement en juillet 2005 le nouvel accord Bâle II est devenu une réalité. Son application à l'échelle internationale a débuté en 2006 pour les approches standards, la mise en oeuvre des méthodes plus avancées du dispositif de Bâle II est prévue pour fin 2007.
- Les nouvelles exigences en fonds propres s'adressent principalement aux banques internationales mais le nouvel accord sera d'une application large et obligatoire dans les pays du G 10 et finira par être adopté par l'ensemble des pays

Introduction

- **Sur le plan régional et plus particulièrement arabe Bâle II aurait été implémenté par le Koweït et entamé par le Maroc.**
- **La majorité des autres pays arabes ont déployé des efforts de modernisation de leur réglementation bancaire dans le sens d'une convergence avec les nouvelles exigences de calcul des fonds propres.**

PLAN

I- Bâle II : Nos convictions

II- Bâle II : Notre démarche

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : une opportunité à saisir

Bâle II est une codification des meilleures pratiques bancaires observées à l'échelle des banques internationales en matière de gestion des risques.

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : une opportunité à saisir

Cet accord permet :

- Une identification de tous les risques par la prise en compte du risque opérationnel à coté du risque de crédit et des risques de marché.
- L'introduction d'exigences de fonds propres pour les risques opérationnels ce qui permettra, en effet, de couvrir la perte pouvant résulter d'une défaillance attribuable :
 - * au facteur humain.
 - * aux procédures et systèmes internes.
 - * à la survenance d'évènements extérieurs entravant l'activité bancaire.

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : une opportunité à saisir

Cet accord permet :

Une meilleure évaluation des risques en introduisant des méthodes d'évaluation plus fines grâce à une définition **plus différenciée** des risques encourus qui se base sur des paramètres plus précis de mesure des risques (Probabilité de défaut, Perte en cas de défaut, Exposition en cas de défaut, et la Maturité)

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : une opportunité à saisir

Cet accord permet :

Une meilleure allocation des fonds propres grâce à :

- la modélisation de la mesure et de la gestion des risques.
- l'élargissement de l'éventail des sûretés et des garanties qui peuvent être pris en compte par les banques comme facteurs d'atténuation du risque.

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : une opportunité à saisir

Cet accord aboutit en définitive à l'application d'une tarification adaptée au risque encouru. La connaissance de la probabilité de défaillance incite, en effet, à définir une tarification ajustée aux risques (risk adjusted pricing).

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : une opportunité à saisir

Cet accord favorise :

la culture de marché à travers les exigences du Pilier III relatif à la discipline de marché qui suppose la publication d'un ensemble d'informations qui renseignent sur le profil de risque d'une banque et son niveau de capitalisation.

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : des contraintes

« L'application des nouvelles dispositions est extrêmement complexe et onéreuse. Or le coût de gestion des risques est déjà considérable actuellement. A l'échelle internationale, des dizaines de milliers de banques devront supporter des charges supplémentaires s'élevant à plusieurs milliards de dollars ». (Étude crédit Suisse avril 2004)

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : des contraintes

L'application des nouvelles dispositions est très complexe dans la mesure où :

- * Elle fait appel à des modèles statistiques pointus et très élaborés (notamment pour les approches avancées)**
- * Il est extrêmement difficile de cerner l'ensemble des risques opérationnels (fréquence des pannes informatiques, prévisions des défaillances du système de contrôle interne ...)**

I- Bâle II : nos convictions

Bâle II : des contraintes

L'application des nouvelles dispositions est onéreuse dans la mesure où elle :

Nécessite un coût d'investissement élevé afin :

- de se doter de systèmes d'information performants,
- d'adopter une organisation par métier de l'activité de la banque,
- de disposer de nouvelles expertises,
- d'assurer la formation adéquate du personnel existant et des superviseurs

Pourrait se traduire par un besoin additionnel en fonds propres ne serait ce que pour couvrir le risque opérationnel.

II- Bâle II : Notre démarche

La convergence avec les normes et standards internationaux relève d'une culture et d'un choix stratégique des autorités tunisiennes.

A ce titre, notre pays :

- a adhéré à la plupart des normes internationales à caractère économique et financier**
- s'est soumis à deux reprises dans le cadre du Programme commun du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale (FSAP) à l'évaluation, entre autres, de la conformité de ses normes et pratiques par rapport notamment:**
 - Aux principes fondamentaux de Bâle pour un contrôle bancaire efficace**
 - Au code de transparence des politiques monétaires et financières**

Le souci de faire converger la législation bancaire tunisienne avec les directives européennes a animé également le dernier amendement de la loi bancaire et de la loi portant création de la BCT .

II- Bâle II : Notre démarche

L'adoption de Bâle II en Tunisie relèvera donc des mêmes choix de convergence avec les normes et standards internationaux.

Si aucune date n'est jusqu'à l'heure fixée pour l'implémentation de Bâle II, c'est que la démarche des autorités, telle que déjà annoncée par le Gouverneur de la BCT, « *reflète la conviction que le succès de Bâle II dépend moins de la rapidité de son adoption que de l'étendue de son application par les banques, de la capacité des régulateurs à valider les approches retenues et de la réactivité des marchés* »

Aussi, l'action des autorités s'est-elle focalisée sur la satisfaction des préalables nécessaires au passage à Bâle II.

II- Bâle II : Notre démarche

Des préalables nécessaires

- **Développement des capacités internes des banques**
- **Amélioration de l'environnement bancaire**

Développement des capacités internes des banques

Refonte des systèmes d'information des banques

- **Adoption par 6 banques (dont la part dans le total actif du secteur s'élève à 28%) des systèmes d'information des banques mères**
- **Refonte en cours des systèmes d'information de 8 banques (dont la part dans le total actif du secteur s'élève à 72%)**

Développement des capacités internes des banques

Renforcement de la Bonne Gouvernance au niveau des banques

Préparation des banques tunisiennes aux exigences du pilier I de Bâle II à travers :

✓ l'introduction d'une réglementation largement inspirée des standards internationaux obligeant les banques à :

❖ Se doter d'un système de contrôle interne permettant d'identifier, suivre et maîtriser tous les risques

❖ A créer un Comité exécutif de crédit chargé de veiller à la bonne application de la politique de crédit de la banque

❖ A mettre en place un système de contrôle de la conformité

✓ Mise en place d'une Centrale d'information avec 8 bases de données consultable en temps réel et constituant un outil précieux d'aide à la décision.

Développement des capacités internes des banques

Renforcement des assises financières des banques

Préparation des banques tunisiennes aux exigences du pilier II de Bâle II à travers :

- **Baisse de la part des actifs classés :**
 - **objectif : 15% en 2009.**
- **Amélioration du taux de couverture :**
 - **Objectif : 70% en 2009.**
- **Consolidation des fonds propres par :**
 - **une politique restrictive de distribution de dividendes**
 - **des augmentations de capital**

Renforcement de la discipline de marché et préparation des banques tunisiennes aux exigences du pilier III de Bâle II :

- Amélioration de la qualité de l'information financière
- Introduction des normes de consolidation des comptes
- l'institution du co-commissariat aux comptes et de la rotation des CACs
- la communication au marché d'indicateurs financiers trimestriels.

Plus grande protection des intérêts des créanciers:

- **Amendement de la loi sur le redressement des entreprises en difficultés**

Objectif : empêcher son utilisation comme moyen dilatoire.

- **Amendement du Code des Procédures Civiles et Commerciales :**

Objectif : faciliter la réalisation judiciaire des garanties.

Conclusion

Il est aisé de constater qu'à travers les mesures qui viennent d'être présentées, les autorités ont cherché à mettre en place les préalables nécessaires à une implémentation efficiente des normes de Bâle II. C'est qu'en effet, toutes les mesures visant une identification plus fine et une plus grande maîtrise des risques, préparent les fondements requis pour le Pilier I. Les exigences d'une plus grande transparence et d'une meilleure gouvernance s'inscrivent dans une logique de discipline de marché objet du Pilier III de Bâle II.

Conclusion

Quant au second pilier qui a trait pour l'essentiel au processus de surveillance prudentielle, sachez que beaucoup d'efforts sont consentis pour préparer la supervision bancaire en Tunisie à assurer les nouveaux rôles qu'elle est appelée à jouer sous Bâle II; supervision déjà qualifiée de largement conforme aux 25 principes de Bâle pour un contrôle bancaire efficace par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

Merci pour votre attention